

Il est des coïncidences des plus significatives. Le hasard a voulu qu'en 2006 et 2007 je me consacre en parallèle à deux chantiers de recherche différents.

L'un, portant sur les manifestations de mai et juin 68, était tourné vers un passé maintenant distant de quatre décennies. L'autre, consacré aux militants du Réseau éducation sans frontière (RESF), était on ne peut plus contemporain[1]. Pas grand-chose de commun entre ces deux objets, si ce n'est que tous deux relèvent de mon domaine de spécialité, l'étude des mouvements sociaux - et encore : difficile de rapprocher un mouvement aussi éruptif et généralisé que Mai 68 d'une action pacifique et minoritaire telle que celle menée par RESF.

La coïncidence est venue du matériau mobilisé pour l'étude des manifestations de Mai 68, en l'occurrence les archives policières relatives au « maintien de l'ordre » durant les « événements ». Celles-ci conservent de nombreuses notes des Renseignements généraux, notamment consacrées à l'activité déployée par les plus actifs des contestataires sur les principaux sites (lycées, universités, entreprises...) d'expression du mouvement, ainsi que des procès-verbaux d'interpellation. Sur ces documents figurent par conséquent les noms de ceux et celles qui furent sinon les principaux « enragés », du moins des acteurs de la révolte, spécialement dans sa composante estudiantine. Or certains de ces noms ne m'étaient pas inconnus : ils étaient ceux de militants de RESF âgés d'une cinquantaine ou soixantaine d'années que je côtoyais en assistant aux réunions du Réseau ou dont je savais qu'ils avaient parrainé des familles de sans-papiers.

Le constat était on ne peut plus clair - RESF compte dans ses rangs bon nombre d'anciens soixante-huitards - et débouchait logiquement sur une hypothèse sociologique simple : ces personnes ont intériorisé en Mai 68 un rapport particulier au politique et fait l'apprentissage de formes de participation marquées par leur dimension protestataire, et dont leur engagement au sein de RESF reste, quarante ans après, l'une des expressions. Les entretiens réalisés auprès de ces défenseurs des sans-papiers ont largement confirmé la pertinence de cette hypothèse, et la suite de l'article en fournira des éléments d'attestation. Mais cette démonstration sociologique n'est bien sûr pas anodine, puisqu'elle vient réfuter une idée reçue relative au destin politique et social de la « génération » des soixante-huitards, qui voudrait que ceux-ci aient renié leurs idéaux de jeunesse au profit de carrières aussi brillantes que lucratives dans ces lieux de pouvoir que sont les médias, la politique, l'économie ou encore la publicité. Discours convenu, répété à satiété dans les médias à chaque évocation de Mai 68 ou des phénomènes qui lui sont associés[2], mais aussi discours intéressé, prêt à tous les usages démagogiques. On se rappelle les propos de Nicolas Sarkozy (en réalité rédigé par Henri Guaino) durant la campagne présidentielle, dans lesquels l'ami de Bolloré et de Bouygues dénonçait sans rire « le culte de l'argent roi, du profit à court terme, de la spéculation, (...) les dérives du capitalisme financier (...) portés par les valeurs de mai 68 ».

Des propos aussi imbéciles n'auraient certainement pas pu être tenus si, depuis une trentaine d'années, tout un ensemble d'auteurs n'avait entrepris une réécriture de l'histoire visant à transformer cet événement collectif et politique que fut Mai 68 en signe annonciateur de l'individualisme cynique de l'ère néo-libérale (Lipovetsky, Ferry et Renaut ou, sur un mode différent, Debray) ou en saga bon enfant d'une poignée de jeunes ambitieux promis, une fois dissipées les illusions d'une turbulente jeunesse, à de brillantes carrières (le *Génération* de Hamon et Rotman). Les enjeux et les modalités de cette falsification sont désormais bien connus et analysés[3], et son emprise s'affaiblit à mesure qu'historiens et sociologues sérieux livrent leurs travaux sur ce que fut, réellement, Mai 68[4]. Le présent article s'inscrit dans cette démarche critique mais, on l'aura compris, dans une perspective différente, puisqu'il s'agit d'opposer à la dénonciation moralisatrice d'un « reniement » des soixante-huitards, supposés passés de la naïveté révolutionnaire au cynisme carriériste, la réalité documentée d'une continuité de leurs engagements critiques.

L'exposition à l'événement

Quelques mots tout d'abord sur la recherche. L'enquête a porté sur une trentaine de militants et militantes d'un collectif départemental du Réseau éducation sans frontière, soit 22 femmes et 6 hommes âgés de 27 à 61 ans, dont ont été retracées par entretien la trajectoire sociale et la carrière militante. Tous sont des Français, issus de parents eux-mêmes français, le plus souvent d'origine modeste (quoique quelques-uns soient issus de milieux favorisés). Ils ont dans un peu plus de la moitié des cas fait leur apprentissage politique au sein d'une famille elle-même relativement politisée ; tous se situent à la gauche ou à l'extrême gauche du champ politique et la plupart sont syndiqués et/ou investis dans le secteur associatif. Les personnels de l'Éducation nationale sont nettement surreprésentés, ce qui ne saurait surprendre s'agissant d'un mouvement qui entend défendre en premier lieu des élèves sans-papiers et qui a principalement pris la forme de mobilisations dans les établissements que ceux-ci fréquentent[5]. Parmi les personnes interviewées, huit ont signalé Mai 68 comme un événement marquant de leur histoire personnelle[6].

Ce qu'il convient tout d'abord d'envisager, ce sont les modalités d'exposition à l'événement 68, que tous n'ont pas vécu de la même manière. Certains étaient étudiants et d'autres lycéens, une majorité vivait en province alors qu'une minorité résidait à Paris, certains ont directement participé au mouvement tandis que les autres en ont été davantage spectateurs. Surtout, tous ne disposaient pas des mêmes schèmes de perception et n'étaient pas disposés à donner à ce qu'ils vivaient la même signification politique, et tous ne se trouvaient pas dans une situation propice à ce que l'événement parvienne à produire de sensibles effets. Le

De 68 à RESF, ou les soixante-huitards n'ont rien

<http://www.contretemps.eu>

renié

redaction

cas de cet instituteur, jeune retraité au moment de l'entretien, en fournit une illustration. Fils d'un officier et d'une mère pétainiste et catholique, vivant depuis son enfance dans des casernes organisées selon un ordre fortement hiérarchisé (« Dans la cour je pouvais pas jouer avec les enfants des grades inférieurs »), il a à l'adolescence le sentiment d'étouffer dans un univers confiné et n'a pour seul « souffle d'air » que les activités de l'aumônerie, animée par des prêtres liés à la Jeunesse étudiante chrétienne. Il est en quelque sorte en attente d'alternatives à la vision du monde promue par sa famille (qui veut faire de lui un militaire) et contre laquelle il tend à se définir lorsque Mai 68 éclate, alors qu'il est en terminale : « J'ai vécu ça, pas comme... Pas comme acteur, j'ai vécu ça à la radio, tout ça. Moi j'étais dans ma famille et ça m'avait... Enfin ça m'a ouvert des horizons, quoi, que j'avais pas avant ». C'est Mai 68 qu'il pose sans hésiter en point de départ lorsqu'il lui est demandé de retracer sa carrière militante.

La situation est sensiblement différente pour les individus qui disposent d'un bagage politique préalablement à l'événement. Cela est spécialement le cas de ceux et celles qui ont réalisé leur apprentissage politique au sein de leur famille, mais à qui Mai 68 va permettre de se construire une identité politique propre. Le cas de cette professeure de lycée de 56 ans est significatif de ce processus : « En 68 j'étais jeune mais déjà politisée ! Et déjà je me sentais déjà, comment dirais-je, de faire des choses à la fois collectivement et personnellement, donc les événements de 68 dans mon lycée, puisque j'étais lycéenne, c'était aussi un peu, moi j'y ai participé très activement on va dire. Et donc moi je viens d'un milieu politique, politisé et politique. C'est-à-dire que dans ma famille il y avait sinon des militants politiques au moins la composante politique était toujours présente ». Pour autant, son engagement partisan (à Lutte ouvrière) qui suit 68 ne reproduit pas l'orientation politique des parents, mais se définit en grande partie contre lui : « Le PSU me tentait pas trop pour des raisons je pense en partie familiales, hein. Mon père a été au PSU et a quitté le PSU, donc j'ai connu le PSU de l'intérieur quand j'étais bébé. J'avais des membres du PSU tout autour de moi dans mon enfance, donc bon je trouvais que ces gens-là ils étaient quand même bien ringards ! » Autant dire qu'il convient de se méfier de la métaphore de l'héritage couramment employée pour décrire la transmission familiale de l'intérêt pour la politique : ainsi que l'a signalé Bernard Lahire, on n'hérite pas de dispositions sociales comme on hérite d'un patrimoine matériel, car ce qui est transmis subit inévitablement des distorsions, adaptations et réinterprétations au cours de la transmission, « sous l'effet, d'une part, des écarts entre les supposés "transmetteurs" et les prétendus "récepteurs" et, d'autre part, des conditions (des contextes) de cette reconstruction »[\[7\]](#).

La situation est encore différente pour les personnes fortement investies dans le militantisme d'extrême gauche dès avant Mai 68 et chez qui l'irruption de l'événement a surtout joué comme un facteur de confirmation et de renforcement des appétences politiques. On en trouve un exemple chez cette documentaliste de 60 ans, fille de petits agriculteurs, étudiante en sociologie et militante maoïste active au sein des Comités Vietnam de base lorsque éclate la crise de Mai : « Dans Mai 68 je faisais partie de ces jeunes étudiants qui allaient dans les usines. Parce que, ben justement, l'UJCM-La Cause du peuple notre truc c'était le soutien aux ouvriers. Donc on allait dans les usines, on apportait... On allait chez les paysans, on apportait les patates des paysans aux ouvriers ». De fait, c'est davantage l'accès à la vie étudiante, et à un univers social radicalement différent de celui des parents (« J'ai fait des études avec plein de gens qui venaient pas du tout du même milieu social que moi, à l'époque. Donc mes parents c'était un peu, ça devenait problématique à un moment donné »), qui semble chez elle au principe de l'investissement politique, et non Mai 68 qui n'a fait que renforcer son appétence militante. Un autre exemple est fourni par cet inspecteur de l'Education nationale de 60 ans, lui aussi d'origine paysanne très modeste, qui était militant au sein de la mouvance anarchiste préalablement à son engagement dans la révolte de Mai.

Une figure en quelque sorte inverse est proposée par cette professeure d'histoire-géographie de 60 ans, issue pour sa part de la grande bourgeoisie, qui si elle a vécu Mai 68 en quelque sorte aux premières loges puisqu'elle était alors étudiante à Nanterre, ne disposait pas de dispositions proprement politiques à même de lui faire accueillir Mai comme un événement lui aussi prioritairement politique. Marquée par sa socialisation catholique, par un fort investissement dans le scoutisme mais aussi par le stigmate d'une famille collaborationniste frappée d'indignité nationale à la Libération, elle retire un bilan en quelque sorte sélectif de 68, qui en exclut le « côté Vietnam, mao. Mai 68 dans son côté libération des tabous sociaux, ah ça oui, certainement. Retour à la terre aussi, puisqu'avec mon mari on a acheté à ce moment-là une villa dans la Drôme. Tout ce côté là, tout ce côté hippie, retour à la terre... Oui. Mais pas du tout le côté révolution, Che Guevara, tout ça ça m'intéressait pas du tout ».

Ces éléments invitent à nuancer et pondérer l'influence de l'exposition à l'événement sur la trajectoire politique et sociale de ces personnes[\[8\]](#). Certes, la crise de Mai a largement bouleversé leur définition de soi et leurs représentations du monde, mais elle ne l'a pas fait de manière aléatoire ou en faisant table rase de ce qu'ils étaient au préalable. C'est au prisme de leur socialisation antérieure - de leur origine sociale, du bagage politique qu'ils ont ou non reçu de leurs parents, du type de croyances (politiques, philosophiques ou religieuses) dans lesquelles ils ont baigné... - que doit être comprise la manière dont ils ont reçu Mai 68, lui ont donné une signification et l'ont intégré à leur définition de soi. De sorte que si Mai 68 a pour eux été un événement indéniablement socialisateur, c'est davantage (mais on gardera à l'esprit qu'il s'agit là d'une question de degré) sur le mode de la socialisation de renforcement que de la socialisation de conversion[\[9\]](#).

Carrières militantes

Il n'en reste pas moins que Mai 68 a constitué un point de bifurcation important dans la trajectoire de ces personnes. Selon les cas, l'événement a été le point de départ ou un moment de forte accélération de leur investissement militant, mais constitue toujours

De 68 à RESF, ou les soixante-huitards n'ont rien

<http://www.contretemps.eu>

renié

redaction

une sorte de tournant dont l'influence est restée décisive sur la suite de leur parcours. La force socialisatrice de Mai est également d'autant plus puissante qu'elle s'est trouvée consolidée par l'intégration à des organisations militantes qui en ont entretenu l'esprit et que l'événement a plus largement fait l'objet d'un travail mémoriel à même d'attester durablement de son importance historique.

On constate ainsi que pour ceux qui n'étaient pas préalablement membres d'un groupe militant, Mai est rapidement suivi d'un engagement. L'instituteur fils d'officier relate ainsi comment dès son arrivée à l'université à la rentrée 68 il fréquente assidûment les différentes sensibilités de l'extrême gauche : « Après je me suis retrouvé en fac, j'ai papillonné, tous les groupes gauchistes et tout, c'était les trucs, [rire] trotskistes, maoïstes... » Même chose chez la professeure de lycée de 56 ans, dont le ralliement à l'extrême gauche s'opère davantage sur le modèle du choix sélectif entre les diverses organisations présentes sur ce segment politique :

« J'ai commencé à lire, comme faisaient tous les jeunes de 18 ans, 17 ans, en 68, hein, à lire les grands classiques du marxisme, bon, on l'a tous fait. Après, les maos c'était pas mon truc. Moi j'étais très anti-maos. Je les trouvais sordides à tous les points de vue, point de vue militant, point de vue comportement, point de vue... A l'époque l'Alliance des jeunes socialistes, l'AJS, le PCI, Lambert, bon, odieux. Il était pas question que je milite avec ces gens-là qui avaient des méthodes de recrutement qui me plaisaient pas du tout, qui étaient machos comme c'était pas permis et donc c'était... Forcément, comme je suis une fille et forcément féministe, c'était forcément pas, je pouvais pas. Donc il me restait pas grand chose, les trotskistes, bon. Ça correspondait un peu à l'évolution on va dire familiale, qui était certainement plus proche, enfin au niveau des idées, très vaguement trotskistes, dans le sens où ça paraissait moins affreux que le reste. (...) Il s'est trouvé que dans mon lycée il y avait une prof qui était à LO, donc j'ai pris contact avec LO. Leur côté sérieux et engagé correspondait à un aspect certainement de mon caractère ! »

Même s'il s'agit bien évidemment d'une reconstruction *a posteriori*, cette description des modalités de la sélection de LO signale significativement l'adéquation des formes organisationnelles aux dispositions (le « caractère ») comme un critère de choix décisif. On peut également relever que les différences de programmes opèrent de manière secondaire (en dépit de leurs divergences idéologiques, maoïstes et trotskistes apparaissaient tous comme également plausibles *a priori* à cette jeune militante, qui a par ailleurs entrepris de se forger une culture politique via la lecture des « grands classiques » du marxisme), ou comme la retraduction de propriétés classées comme attirantes (le « côté sérieux ») ou répulsives (« sordide », « machos »).

On retrouve le poids de la socialisation antérieure dans le cas de cette enseignante en mathématiques, issue d'une famille d'artisans catholiques très pratiquante et comptant en son sein de nombreux religieux, qui était lycéenne en terminale au moment des événements et étudiante en classe préparatoire à la rentrée suivante. C'est, à l'instar de nombreux jeunes catholiques, vers le maoïsme qu'elle s'est rapidement tournée, les réseaux catholiques progressistes qu'elle fréquentait étant contigus voire imbriqués avec ceux du maoïsme étudiant : « Y'avait plein de maos là à cette époque et surtout par l'intermédiaire de l'aumônerie. Où ça discutait, moi je connaissais rien à ça, entre Althusser et compagnie, donc... Les différences, comment il s'appelle, Teilhard de Chardin... Ça discutait philo, y'avait tous les khâgneux aussi qui se retrouvaient là. (...) Je m'étais retrouvée embarquée dans les trucs maos. Et au départ dans les trucs anti-impérialistes, Vietnam, Palestine, voilà ». Dans le cas de la documentaliste militante maoïste dès avant 68, l'intensification de son engagement après les événements la conduit à s'établir, et cela de manière durable puisque c'est en 1995 qu'elle quitte l'usine pour passer le Capes (l'instituteur fils d'officier signale lui aussi avoir été, mais brièvement, établi)^[10].

La suite de la carrière militante de ces soixante-huitards ne manifeste aucun renoncement aux options protestataires qui furent les leurs en 68. Au contraire, c'est la continuité de leurs parcours militants qui frappe lors des entretiens. L'instituteur fils d'officier s'est investi dans l'animation des *Cahiers de mai*, spécialement à l'occasion de la grève de Lip. Il a ensuite milité au PSU puis très brièvement au PS au début des années 80, a organisé des convois clandestins d'imprimeries vers la Pologne durant l'état de guerre, s'est investi dans la pédagogie Freynet tout en fondant et en animant, dans les années 90, un petit syndicat d'enseignants. Ses fréquentes ruptures avec les organisations qu'il juge trop bureaucratiques (il envoie sa démission des Verts le jour de l'entretien) témoignent de la persévérance, chez lui, de l'humeur anti-institutionnelle que Bourdieu avait repérée chez les étudiants de 68^[11]. La professeure de 56 ans est restée militante de LO jusqu'au milieu des années 1990, tout en s'investissant fortement dans l'action syndicale au SNES. A son départ de LO, elle s'investit dans l'animation d'un journal militant à destination des jeunes de banlieue et c'est forte de sa connaissance des questions d'immigration qu'elle bénéficie des heures de délégation que son syndicat met à disposition de RESF. L'enseignante issue d'une famille collaborationniste s'est investie dans bon nombre de luttes des années 1970 et 1980 : Larzac, écologie, lutte contre la double peine, Marche des Beurs, contestation du monde carcéral. Syndiquée au SNES, à la CFDT puis à SUD, elle regrette l'absence aujourd'hui d'un parti comparable au PSU dont elle a été longtemps adhérente. Peu investie dans l'action quotidienne de RESF, elle a néanmoins accepté d'héberger clandestinement une famille de sans-papiers menacée d'expulsion. L'inspecteur de l'Education nationale a lui aussi continué à participer à diverses mobilisations des années 1970 (le Larzac, contre la loi Debré, contre le franquisme) ; il revendique toujours sa sensibilité libertaire tout en se définissant aujourd'hui comme altermondialiste. La documentaliste a quant elle mené une action syndicale forte (à la CGT puis à la CFDT) dans son entreprise pendant toute la durée de son établissement, tout en s'investissant progressivement dans la lutte en faveur des étrangers (intervention dans les bidonvilles, en faveur des travailleurs immigrés, contre la double peine...). Elle s'est engagée pour la régularisation des sans-papiers à partir du milieu des années 90 et c'est à ce titre qu'elle a contribué à la fondation de RESF dans son département.

De 68 à RESF, ou les soixante-huitards n'ont rien

<http://www.contretemps.eu>

renié

redaction

Insister sur la continuité des engagements ne signifie pas pour autant que ceux-ci sont restés figés. Les carrières militantes que l'on vient de résumer indiquent des transferts de certains domaines militants à d'autres, notamment de l'activisme « gauchiste » à l'action syndicale ou associative, du champ politique à l'espace des mouvements sociaux, d'un certain type d'enjeu à un ordre de cause particulier. De plus, si certains insistent sur le maintien de leurs convictions et de leurs engagements marxistes, d'autres signalent une évolution de leurs convictions et de leur militantisme sous l'effet, notamment, d'une révision critique d'engagements antérieurs. Cela est notamment le cas de l'ancienne militante de LO qui envisage le fonctionnement de RESF à l'aune du type d'intervention qu'elle a connu au sein de l'organisation trotskiste : « Je renie pas tout ce que j'ai fait à LO, je pense que j'ai appris énormément de choses, du point de vue de la technique militante, de la capacité de réaction, etc. (...) Aussi si j'en suis là aujourd'hui c'est parce que y'a des choses qui m'ont pas plu à Lutte ouvrière et que je veux pas réitérer, que je veux pas refaire ». Y compris pour ceux qui ont pris le plus de distance avec les schèmes révolutionnaires qui étaient les leurs quarante ans auparavant, l'option de la protestation collective reste une voie légitime de participation politique, et s'il convient à leurs yeux de tirer les enseignements des expériences militantes de l'après-68, celles-ci ne sauraient être disqualifiées d'emblée ou rejetées en bloc. Surtout, l'orientation progressiste de leur militantisme en reste une dimension inaltérable.

L'examen de ces trajectoires prouve on ne peut mieux que les soixante-huitards n'ont pas, non plus, fait preuve d'un carriérisme ou d'un appétit de réussite démesurés. On constate au contraire que leurs dispositions critiques et leurs investissements militants ont fréquemment joué contre leur (éventuelle) réussite sociale. Le cas le plus évident, présent dans l'enquête, est celui des militants maoïstes qui sont restés à l'usine après qu'ait reflué la vague de l'établissement ; alors que leurs dispositions scolaires et leurs diplômes auraient pu leur laisser augurer d'un avenir social plus confortable ou valorisé, ils ont maintenu une fidélité à leurs engagements[12] dont la contrepartie a été une stagnation voire une régression sociale. Ceux et celles que leur humeur institutionnelle a conduits à mépriser certaines formes de promotion sociale qui leur étaient accessibles ont eux aussi payé le coût de la mise en pratique de leurs convictions, comme dans le cas de cette enseignante en philosophie de 61 ans issue d'un milieu très modeste et toujours engagée à l'extrême gauche : « C'était juste après 68, ben j'ai boycotté l'agrégation. Ce diplôme élitiste, de privilégiés, donc je l'ai boycottée ! Et après j'ai pas voulu la repasser, maintenant toujours la même position pendant très longtemps. Et puis après des collègues, amis, m'ont fait évoluer, comme quoi c'était une erreur, mais bon, une erreur dont j'avais pas à rougir ». Le coût ne se mesure pas seulement en prestige académique : dans le cas de cette enseignante, il s'exprime également dans une retraite moins avantageuse, source de difficultés financières tout à fait actuelles. Bien loin de ressembler à la poignée d'arrivistes qui s'est appropriée la mémoire de Mai, les trajectoires de la plupart des « soixante-huitards ordinaires » indiquent des promotions sociales somme toute modestes, souvent tardives, et généralement limitées en regard des possibles qui leur étaient ouverts à la fin des années 60 - des résultats amplement confirmés par les recherches comparables, menées tant en France[13] qu'aux Etats-Unis[14] sur la même « génération » militante.

Il serait hasardeux de tirer des conclusions générales d'une recherche menée auprès d'effectifs aussi restreints, et qui plus est localisés au sein d'un univers militant prédéfini : les enquêtés ayant été recrutés au sein d'un mouvement de défense des étrangers, il n'est pas étonnant d'observer une continuité des engagements militants. Par contre, il est significatif que la grande majorité des militants de RESF en âge d'avoir vécu Mai 68 en fassent un élément marquant de leur histoire personnelle. Se pose également la question de la spécificité de cette génération militante : RESF ne compte pas que des soixante-huitards dans ses rangs, loin de là, et les ressorts des engagements des militants plus jeunes[15] tiennent à des socialisations politiques différentes, souvent plus étales que l'exposition à un événement éruptif, mais parfois aussi plus dramatisées[16]. On n'oubliera pas non plus que certains de ces jeunes militants de la cause des sans-papiers sont des enfants de soixante-huitards, qui ont pu recevoir de leurs parents un intérêt pour la politique et une sensibilité à l'injustice à même de nourrir leurs propres engagements. De quoi faire cauchemarder ceux qui voudraient « liquider » l'héritage de 68 : non seulement les soixante-huitards sont toujours actifs et véhéments, mais ils se sont reproduits en transmettant leur humeur critique à leurs rejetons. La page de Mai est encore loin d'être tournée.

[1] Le travail sur Mai 68 a été engagé dans le cadre d'un ouvrage collectif dirigé par Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti et Bernard Pudal, *Mai-juin 68*, Paris, éditions de l'Atelier, 2008 ; celui sur les militants de RESF a été réalisé dans le cadre du programme ANR « Frontières » dirigé par Didier Fassin.

[2] J'ai récemment pu entendre dire sur France Culture, à l'occasion de la sortie du film *Woodstock Hotel*, que « tous les hippies se sont convertis au néo-libéralisme ».

[3] Voir notamment Isabelle Sommier, « Mai 68 : sous les pavés d'une page officielle », *Sociétés contemporaines*, n° 20, 1994, Michelle Zancarini-Fournel, « 1968 : histoire, mémoires et commémoration », *Espaces temps*, n° 59-60-61, 1995, et Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, Bruxelles, Complexe, 2005.

De 68 à RESF, ou les soixante-huitards n'ont rien

<http://www.contretemps.eu>

renié

redaction

[4] Voir principalement Louis Gruel, *La rébellion de 68*, Rennes, PUR, 2004 ; Xavier Vigna, *L'insubordination ouvrière dans les années 68*, Rennes, PUR, 2008 ; D. Damamme et al., *Mai-juin 68, op. cit.* ; Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *68. Une histoire collective*, Paris, La Découverte, 2008.

[5] Le mode de constitution de la population interviewée – rappelons que l'enquête ne portait pas sur Mai 68, mais que c'est sa réalisation qui a fait surgir cet enjeu – introduit par conséquent une sélection sociale : les soixante-huitards ne sont bien sûr pas dans leur majorité devenus enseignants. Cela ne réduit pas pour autant l'intérêt d'une recherche qualitative, avant tout attentive à repérer les modalités concrètes d'intériorisation d'un certain rapport à la politique et qui ne prétend pas à une quelconque représentativité statistique.

[6] Il ne s'agit pas de l'ensemble des personnes enquêtées en âge d'avoir participé à Mai 68 ; d'autres ont en effet vécu l'événement à distance, et ne le citent pas comme un épisode marquant de leur carrière militante.

[7] Bernard Lahire, *L'homme pluriel*, Paris, Nathan, 1998, p. 206.

[8] Voir à ce propos les travaux, faisant notablement référence à Mai 68, d'Annick Percheron, *La socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 1993.

[9] Sur ces deux notions, voir Muriel Darmon, *La socialisation*, Paris, Armand Colin, 2007, pp. 114-118.

[10] Sur l'établissement, mouvement par lequel des militants maoïstes, souvent diplômés du supérieur, se firent embaucher en usine pour partager la condition de la classe ouvrière et pour la préparer à la révolution, voir Marnix Dressen, *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*, Paris, Belin, 2000.

[11] Pierre Bourdieu, *Homo Academicus*, Paris, Minuit, 1984.

[12] Qui peut aussi être, dans le cas de personnes d'origine modeste, une fidélité au monde social des parents, comme le remarque Erik Neveu dans une recherche comparable ; « Trajectoires de "soixante-huitards ordinaires" », in D. Damamme et al. (dir.), *op. cit.*, p. 310.

[13] Cf. Louis Gruel, *La rébellion de 68, op. cit.*, et E. Neveu, art. cit.

[14] La recherche que Doug McAdam a consacrée au devenir social des militants du mouvement pour les droits civiques des années 1960 montre que ceux qui se sont le plus intensément engagés ont connu une moindre réussite professionnelle, ont vécu plus de divorces et restent vingt ans après davantage actifs politiquement que leurs pairs dont l'investissement dans la cause a été plus limité ; « The Biographical Consequences of Activism », *American Sociological Review*, 54, 1989.

[15] Ou plus âgés, comme dans le cas de personnes marquées par la Seconde guerre mondiale ou la guerre d'Algérie.

[16] Parmi les militants et militantes les plus jeunes, le « choc » du 21 avril 2002 est fréquemment posé comme point de départ d'un engagement.